

## Inclusion Financière En RDC : Facteur Déterminant Et Apport Du Mobile Money

Financial Inclusion in the Democratic Republic of Congo: Key Determinants and the Contribution of Mobile Money.

Auteur 1 : MAPAMBOLI POSA Flory.

Auteur 2 : KABANGA KADIMA Yves.

MAPAMBOLI POSA Flory, Chef des travaux en sciences de gestion, Institut Supérieur Pédagogique (ISP), Kinshasa, RDC.

KABANGA KADIMA Yves, Assistant à l'Université Protestante au Congo  
Master en microfinance, Université Protestante au Congo, RDC

**Déclaration de divulgation** : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

**Conflit d'intérêts** : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

**Pour citer cet article** : MAPAMBOLI POSA .F & KABANGA KADIMA .Y (2025) « Inclusion Financière En RDC : Facteur Déterminant Et Apport Du Mobile Money », African Scientific Journal « Volume 03, Numéro 31 » pp: 1310 – 1328.



DOI : 10.5281/zenodo.17036412  
Copyright © 2025 – ASJ



## Résumé

L'inclusion financière est essentielle pour favoriser la croissance économique, réduire la pauvreté et promouvoir l'égalité des opportunités en permettant à tous d'accéder aux services financiers. Il existe de nombreux facteurs influençant le taux d'inclusion financière dans un pays. Pour notre étude, nous avons émis l'hypothèse selon laquelle les déterminants de l'inclusion financière seraient : la croissance économique, le taux d'inflation, la taille du secteur financier (bancaire et microfinance), le nombre d'agences bancaires et le nombre d'utilisateurs d'internet. Nous avons aussi souligné le fait que le mobile money est d'une importance significative dans l'inclusion financière dans la mesure où il augmente le nombre de personnes ayant accès aux services financiers. Grâce à une approche quantitative, nos résultats indiquent que le taux d'inflation et le secteur financier ont un impact négatif et significatif à l'inclusion financière car leurs probabilités sont inférieures au seuil de 5%. Par ailleurs, le nombre d'agences bancaires et le nombre d'utilisateurs internet en ont un impact positif et significatif car leurs probabilités sont respectivement inférieures au seuil de 5% et 1% ; et finalement, le nombre d'utilisateurs du mobile money a un impact positif et significatif sur le taux d'inclusion financière. La RDC a connu une véritable révolution au cours de la dernière décennie en matière d'inclusion financière. En 2009, le pays comptait moins de 2 % des adultes détenant un compte dans une institution financière (banque, institution de microfinance ou établissement de monnaie électronique), l'un des taux les plus faibles de la planète. Près de 15 ans le taux d'inclusion financière a été multiplié par plus de 25, passant à 55 %, ce qui représente près de 30 millions de personnes adultes détenant un compte actif. En 2024, on comptait 52 millions d'ouverture de comptes mobiles contre 2,5 millions en 2009. Il faut rappeler qu'actuellement plus de 55% des adultes en RDC ont accès à un téléphone (de moins en moins coûteux), soit à peu près 45 millions de personnes (Juin 2021, ARPTC). L'accès facile à la téléphonie mobile dans le pays a facilité à moindre coût l'élargissement de l'accès aux services financiers pour des populations difficiles à atteindre, ainsi que pour les entreprises.

**Mots-clés :** Inclusion financière, mobile money et RDC.

**Abstract:**

Financial inclusion plays a crucial role in fostering economic growth, reducing poverty, and promoting equal opportunities by ensuring access to financial services for all. This study investigates the key determinants of financial inclusion in the Democratic Republic of Congo (DRC), focusing on economic growth, inflation, the size of the financial sector, the number of bank branches, internet usage, and mobile money adoption. Using a quantitative approach, the findings reveal that inflation and the financial sector exert a negative and significant influence on financial inclusion, while the number of bank branches, internet users, and mobile money users have a positive and significant impact. The DRC has experienced remarkable progress over the past decade: the financial inclusion rate rose from less than 2% in 2009 to 55% in 2024, equivalent to nearly 30 million adults with active accounts. The expansion of mobile money, with 52 million accounts in 2024 compared to 2.5 million in 2009, alongside increasing access to mobile phones (over 55% of adults), has been a key driver of this transformation. These results underscore the pivotal role of digital technologies in broadening access to financial services for underserved populations and businesses in the DRC.

**Keywords: Financial inclusion, mobile money and DRC.**

## 1. Introduction

L'inclusion financière est un axe important des politiques publiques pour le développement économique et social des pays en développement. Alors que de plus en plus de personnes vivant en RDC ont accès aux téléphones portables, l'utilisation de ce moyen pour des services financiers permet l'intégration des populations défavorisées dans le système économique plus large. Mekouar et Robert (2019) définissent l'inclusion financière, au sens le plus large, comme l'accès et l'utilisation (efficace) par les individus et les entreprises de services financiers formels, fournis à un prix raisonnable et de manière responsable. Ainsi, pour accroître le taux d'inclusion financière en Afrique, les opérateurs de GSM ont misé sur la téléphonie mobile. Le développement rapide de la téléphonie mobile en Afrique a convaincu les opérateurs GSM et les institutions bancaires de la nécessité d'utiliser ce moyen de communication afin de réduire l'exclusion financière en Afrique (Eilu et Auma, 2017 ; GSMA, 2018 ; Senou et al., 2019).

Au cours de ces deux dernières décennies, le marché de la télécommunication en RDC a connu une forte croissance, expliquée principalement par l'arrivée des nouveaux acteurs sur le marché. En premier lieu Celtel-Congo, suivi de Vodacom Congo, Tigo (ex-Oasis), Orange (ex-Congo Chine Télécoms) et plus récemment, Africell. Le nombre d'abonnés mobile a fortement augmenté entre 2007 et 2022, passant de 4,9 à 49,9 millions d'utilisateurs, soit une croissance annuelle moyenne de près de 60%. Le taux de pénétration est passé de 8,2% à 52,52% (ARPTC, 2022). Une étude réalisée par le cabinet Target en 2015 a démontré que le taux de pénétration de la téléphonie mobile est très élevé dans les grandes villes (82%). Posséder un téléphone portable est la chose la plus normale qui soit en RDC. Une tendance qui s'observe aussi bien chez les personnes actives (91%) qu'inactives (72%).

Avec la promulgation de l'instruction n°24 par la BCC en 2011 portant sur la monnaie électronique, les sociétés de monnaie électronique ont été créées. Il faut noter que chaque émetteur de monnaie électronique (EME) est rattaché à un opérateur de téléphonie mobile. Ainsi, au moins 1 adulte sur 2 âgé de plus de 20 ans possède un téléphone portable en RDC, cela a permis l'éclosion et le développement rapide des services mobiles en RDC dont le nombre de compte mobiles est passé de 1,5 à 13,8 millions entre 2013 et 2022, soit un accroissement de 820%.

Malgré cette forte croissance du nombre de compte mobiles, on note que le taux de pénétration des services financiers mobiles demeure encore très faible. Selon le dernier rapport de l'ARPTC, il s'est établi à 14,52% à fin décembre 2022. Un rapport produit par ELAN RDC en

2018 indique bien que le nombre de comptes mobiles a sensiblement augmenté au cours de cette dernière décennie, mais le taux d'utilisation active de services financiers mobiles reste très faible.

Le tableau en demi-teinte de ce panorama de l'écosystème de services financiers mobiles a motivé notre intérêt sur les déterminants de l'inclusion financière en RDC, en se focalisant sur le mobile money. En d'autres termes, nous nous proposons d'apprécier l'apport du mobile money à l'inclusion financière en RDC.

Dans cette perspective, cette étude se propose d'analyser les questions principales suivantes :

1. Quels sont les déterminants du taux d'inclusion financière en RDC ?
2. Quel est l'incidence du mobile money sur l'inclusion financière en RDC ?

Partant de ces questions principales de recherche nous avons émis les hypothèses suivantes :

1. Les déterminants au niveau macroéconomique seraient : le taux de croissance économique, le taux d'inflation, la taille du secteur financier (bancaire et microfinance), le nombre d'agences bancaires et le nombre d'utilisateurs d'internet.
2. L'utilisation du mobile money aurait un effet significatif sur l'amélioration de l'inclusion financière en RDC, parce qu'il augmenterait le nombre de personnes ayant accès aux services financiers.

## **2. Revue de la littérature**

### **2.1. Analyse théorique**

L'inclusion financière est définie comme la détention et l'utilisation d'un compte à vue ou d'épargne dans une institution financière formelle comme une banque commerciale, une institution de microfinance, une institution coopérative de crédit, ou un service de banque postale (Aggarwal et Klapper, 2013). En outre, la Banque Mondiale, cité par Tangakou (2019), définit l'inclusion financière comme étant l'offre des services financiers et bancaires de base à faible coût pour des populations en difficultés et exclues des services financiers traditionnels.

Par ailleurs, pour la BCEAO (2018) et Demirguc-kunt et al. (2018) cité par Eanga (2022), l'inclusion financière, au sens large, signifie la détention d'un compte individuel ou commun auprès des banques, des services postaux, des caisses nationales d'épargne, du trésor et des institutions de microfinance et la détention de compte de monnaie électronique.

Au sens strict, l'inclusion financière est la détention d'un compte dans les banques, les services postaux, les caisses nationales d'épargne et le Trésor (BCEAO, 2018). Bien évidemment, disposer d'un compte ne suffit pas, l'utilisateur doit pouvoir bénéficier de services à valeur ajoutée tels que le crédit ou l'assurance.

Selon Perekwa, Prinsloo & Venter (2016) cité par Hlabeli & al (2020), le mobile money possède plusieurs avantages, il permet de réduire divers coûts notamment celui de transport, améliore la gestion des flux de trésorerie, mais permet aussi de gagner du temps en évitant aux utilisateurs de faire des longues files d'attentes dans les banques.

Le mobile money à l'aide des téléphones portables permet aux personnes non bancarisées de payer des biens et services auprès des commerçants (Ntale & Bosire, 2018 cités par Hlabeli & al, 2020). Il offre aussi une alternative à certains services de microfinance tels que le paiement des factures, les transferts d'argent et l'épargne (Gichuki & MuluMutuku, 2018 cités par Hlabeli & al, 2020).

Concernant les déterminants qui expliqueraient le taux d'inclusion financière nous avons retenu premièrement le taux de croissance économique. Selon Nanda Kaur (2016) cité par Mose N. Thomi J. (2021), la croissance économique peut être atteinte par la création de valeur des PME, ce qui a un effet positif sur les indicateurs de développement humain tels que l'éducation et la santé, ce qui impacte certainement l'inclusion financière. En effet, avec des niveaux d'alphabétisation élevés, les individus comprendront la nécessité de profiter des avantages du système financier formel.

Par ailleurs, les travaux réalisés par Li & al (2000), Banque mondiale (2008) cités par Mose N. Thomi J. (2021), ont démontré les conséquences négatives du taux d'inflation sur l'accès à la finance formelle. Il est généralement admis qu'un taux d'inflation élevé réduit le taux d'inclusion financière à cause de son impact sur la circulation monétaire.

Selon Ozili K. P. (2021), un système financier développé est positif pour l'inclusion financière, car il est démontré qu'un grand système disposera de plusieurs instruments financiers et marchés financiers qui offriront une multitude de produits et services financiers répondant aux besoins de divers consommateurs. Cependant, un grand système financier peut promouvoir l'inclusion financière jusqu'à un certain point, en raison des risques inhérents et des préoccupations selon lesquelles « trop de finance » pourrait entraver l'inclusion financière.

Selon encore Ozili K. P. (2021), la majorité des individus préfèrent se rendre en agence pour effectuer des transactions malgré la croissance de l'utilisation des applications bancaires numériques. Les diverses raisons motivant les personnes à se rendre en agence démontrent que cette dernière joue un rôle important dans la promotion de l'inclusion financière, malgré la digitalisation des services financiers. Par conséquent un plus grand nombre d'agences bancaires devrait avoir des effets positifs sur l'inclusion financière.

D'après une étude de Sarma et Pais (2008), cités par par Mose N. & Thomi J. (2021), le nombre d'utilisateurs d'internet est crucial dans un système financier, il influencerait positivement le taux d'inclusion financière.

## 2.2. Analyse empirique

Dans cette section, nous abordons les principales études empiriques menées sur les déterminants de l'inclusion financière.

Mose N. & Thomi J. (2021) dans leur article intitulé « Les déterminants de l'inclusion financière », se sont fixés comme objectif de leur étude de fournir un aperçu des facteurs d'inclusion financière et de mettre en lumière les mesures politiques du point de vue des consommateurs des services financiers. Ils ont eu recours à une méthodologie économétrique à l'aide des moindres carrés ordinaires. Les résultats de l'étude indiquent que la croissance économique et le nombre d'utilisateurs d'internet exercent un effet positif et significatif sur l'accès aux services financiers en Afrique de l'Est (Kenya, Ouganda et la Tanzanie). Aussi, les résultats de cette étude ont démontré que l'incidence du taux d'intérêt sur les dépôts était non significative. Les auteurs ont recommandé que le taux d'intérêt sur les dépôts soit rendu attractif pour promouvoir l'épargne et l'accès aux fonds prêtables sur le marché financier.

Ozili K. P. (2021), dans son étude intitulé « L'inclusion financière : déterminants d'importance mondiale » met en lumière les déterminants d'importance mondiale de l'inclusion financière. Les facteurs identifiés dans cette étude sont : la possession d'un compte bancaire formel, la demande d'épargne formelle, la demande de prêt formel, l'éducation financière, l'utilisation de cartes de débit et de crédit, le besoin de recevoir des transferts d'argent de la part de la famille et des amis, la taille du système financier, le nombre de guichets automatiques (GAB), le nombre d'agences bancaires, la proximité d'une banque, la disponibilité et l'accès aux téléphones mobiles, la disponibilité de produits et services financiers numériques, l'infrastructure technologique, les politiques gouvernementales, la culture et les systèmes de

croyances traditionnels, la stratégie et la mise en œuvre nationale d'inclusion financière, et la législation directe.

Njenga K. J. & Irungu N. E. (2024) dans leur travail intitulé « Déterminants de l'inclusion financière au Kenya : une perspective axée sur la demande », ont voulu analyser les déterminants sous-jacents de l'inclusion financière au Kenya. Pour y arriver, les auteurs ont fait recours à une régression logistique ordinale pour examiner l'effet de la zone résidentielle, du sexe, du niveau d'éducation, de l'état matrimonial et du type d'emploi sur l'inclusion financière. L'inclusion financière est mesurée en développant un indice d'inclusion financière pour dix variables de services financiers binaires. À partir de l'indice, trois niveaux d'inclusion financière sont définis. Il s'agit d'une faible inclusion financière avec des scores de zéro à trois, d'une inclusion moyenne avec des scores de quatre à six et d'une inclusion élevée avec des scores de sept à dix. Les estimations du modèle ordinal étaient statistiquement significatives pour tous les facteurs considérés, à l'exception du sexe. La zone de résidence, l'âge, le type d'éducation, le revenu et l'état matrimonial affectent donc positivement la probabilité logarithmique de l'inclusion financière, tandis que l'emploi est négativement corrélé. L'éducation, l'emploi et l'état matrimonial ont des effets d'interaction sur l'inclusion financière. Les auteurs recommandent que le gouvernement kényan formule et renforce les politiques pour relever les défis tels que les disparités de genre, le développement de l'infrastructure bancaire rurale, la promotion d'un environnement favorable à l'entrepreneuriat pour lutter contre le chômage et les disparités de revenus, la défense de l'achèvement du cycle secondaire et la résolution des problèmes sociaux affectant la stabilité familiale, y compris la séparation ou l'absence de mariage.

Wuddasie Dereje Bekele (2023) dans son étude nommée « Déterminants de l'inclusion financière : une étude comparative du Kenya et de l'Éthiopie », réalise une analyse comparative des facteurs affectant l'inclusion financière au Kenya et en Éthiopie aux niveaux macro et micro. Un modèle linéaire généralisé est utilisé pour examiner les déterminants et les obstacles à l'inclusion financière en utilisant la base de données mondiale Findex 2017, tandis qu'une analyse descriptive est utilisée pour explorer leurs différences au niveau macro. Le Kenya affiche un niveau d'inclusion financière plus élevé que l'Éthiopie. Les différences en matière de politique de libéralisation financière, de produit intérieur brut, de pourcentage de population rurale et d'expansion des services de mobile money constituent quelques différences au niveau macro qui expliquent cette variation. Les différences en matière de taux d'alphabétisation et de

moyens de réception des paiements, tels que les transferts gouvernementaux, expliquent certaines des variations au niveau micro entre les deux pays. De plus, le sexe, l'âge, le statut d'emploi et la possession d'un téléphone mobile ont des effets significatifs et positifs sur l'inclusion financière. Cependant, le manque de documentation, le manque de confiance et le manque d'argent constituent des obstacles importants à l'inclusion financière.

### 3. Approche méthodologique

Cette recherche est basée sur la technique documentaire qui a permis de collecter les données secondaires issues de différents rapports de la Banque Centrale du Congo. L'approche adoptée étant quantitative, notre série chronologique (2009 à 2022) est constituée d'une variable endogène qui est le taux d'inclusion financière et des variables exogènes qui en sont les différents déterminants.

Cette étude s'appuie sur une approche hypothético-déductive. En se fondant sur la littérature existante, nous avons formulé des hypothèses relatives aux facteurs susceptibles d'influencer l'inclusion financière en RDC. Un modèle de régression linéaire multiple a été utilisé pour estimer l'impact des variables explicatives sur le taux d'inclusion financière, les données ont été analysées à l'aide du logiciel Stata 17.

#### 3.1 Présentation des variables

Tableau n°1 : Définitions des variables et signes attendus

Variabes	Définitions	Type	Signes attendus
Tx_inclusion	Taux d'inclusion financière	Quantitative	
Tx_pib	Taux de croissance du PIB	Quantitative	+
Tx_inf	Taux d'inflation	Quantitative	-
Secteur_financier	La taille du secteur financier	Quantitative	+
Nbre_agences	Nombre d'agences et guichets bancaires	Quantitative	+
Internet_user	Nombre d'utilisateurs d'internet	Quantitative	+
User_mobilemoney	Nombre d'utilisateurs de mobile money	Quantitative	+

Source : Les auteurs sur base de la revue de la littérature.

Dans le cadre de cette étude, nous avons retenu un ensemble de variables macroéconomiques susceptibles d'influencer le taux d'inclusion financière en RDC. Ces variables ont été sélectionnées sur la base de la littérature existante et des réalités économiques du pays. Chacune d'elles est brièvement présentée ci-dessous :

- Taux de croissance du PIB : Il mesure l'évolution annuelle de la richesse produite dans le pays. Il reflète la dynamique économique globale et peut influencer le niveau de revenu des populations ainsi que leur capacité à accéder aux services financiers. Une croissance soutenue est souvent associée à une amélioration de l'inclusion financière.
- Taux d'inflation : Il exprime la variation moyenne des prix des biens et services sur une période donnée. Un taux d'inflation élevé peut éroder le pouvoir d'achat, désinciter à l'épargne formelle et fragiliser la confiance dans les institutions financières, réduisant ainsi l'inclusion financière.
- Taille du secteur financier : Cette variable est mesurée par le volume global des actifs ou des crédits du secteur bancaire et de la microfinance. Elle traduit le niveau de développement du système financier. Plus ce secteur est vaste et diversifié, plus il est théoriquement en mesure de proposer des services adaptés à différents segments de la population.
- Nombre d'agences et guichets bancaires : Il représente l'accessibilité physique aux services bancaires. La présence d'un plus grand nombre d'agences facilite la proximité avec les clients, renforce la confiance et peut encourager l'ouverture de comptes et l'utilisation de produits financiers.
- Nombre d'utilisateurs d'internet : Cette variable reflète l'accès à la connectivité numérique. Dans un contexte de digitalisation croissante des services financiers, une forte pénétration d'internet est favorable à l'inclusion financière, notamment à travers l'usage des plateformes en ligne et des applications bancaires.
- Nombre d'utilisateurs du mobile money : Il s'agit du nombre de personnes ayant recours aux services financiers via téléphone mobile. Le mobile money constitue une alternative aux services bancaires traditionnels, particulièrement adaptée aux personnes non bancarisées. Son rôle dans l'élargissement de l'inclusion financière est central dans cette étude.

- Taux d'inclusion financière : Cette variable représente la proportion de la population disposant d'un compte dans une institution financière formelle ou auprès d'un établissement de monnaie électronique. Elle est utilisée ici comme variable dépendante, car elle est l'indicateur principal que nous cherchons à expliquer.

Les données relatives à ces différentes variables couvrent la période allant de 2009 à 2022, conformément à la disponibilité des sources officielles (Banque Centrale du Congo, ARPTC, rapports annuels, etc.).

### 3.2 Présentation des modèles

$$(1) tx\_inclusion_i = \beta_0 + \beta_1 tx\_pib_i + \beta_2 tx\_inf_i + \beta_3 secteur\_financier_i + \beta_4 nbre\_agences_i + \beta_5 internet\_user_i + \varepsilon_i$$

$$(2) tx\_inclusion_i = \beta_0 + \beta_1 user\_mobilemoney + \varepsilon_i$$

- $Y_i$  : le taux d'inclusion financière ;
- $\beta_0$  : L'ordonnée à l'origine (constante) ;
- $X_1, X_2 \dots X_5$  : Les variables explicatives ;
- $\beta_1, \beta_2 \dots \beta_5$  : Les coefficients associés aux variables explicatives ;
- $\varepsilon_i$  : Terme d'erreur pour l'observation  $i$ , capturant les facteurs non pris en compte par les variables explicatives du modèle.

### 4. Présentation des résultats

Ce point aborde la présentation des résultats de cette étude à travers les statistiques descriptives et l'analyse économétrique.

#### 4.1.Statistiques descriptives

Tableau n°2 : Description des variables

<b>Variables</b>	<b>Moyenne</b>	<b>Ecart-type</b>	<b>Minimum</b>	<b>Maximum</b>
Tx_inclusion	19.07714	12.56676	3.1	38.5
Tx_pib	5.856075	2.470891	1.735423	9.470288
Tx_inf	39.19006	47.65156	1.424198	146.3702
Secteur_financier	6665.06	4354.256	1725.6	15788.99
Nbre_agences	357.7143	96.84121	179	457
Internet_user	9858845	8960583	200000	2.59e+07
User_mobilemoney	3670906	3994495	0	1.06e+07

Source : Les auteurs à l'aide du logiciel Stata 17.

Le tableau n°2 ci-haut nous indique que le taux moyen d'inclusion financière durant notre période d'étude est de 19,07%, avec une valeur maximum de 38,5%. Le taux moyen de la croissance du PIB est de 5,85% dont le minimum est de 1,73% et le maximum est de 9,47%.

Concernant le taux d'inflation avec une moyenne de 39,19% durant la période d'étude le minimum est de 1,42% et le maximum de 146%.

La taille du secteur financier affiche une moyenne de 6665,06 milliers d'USD. Les résultats obtenus à travers notre modèle économétrique montrent plusieurs tendances intéressantes. D'abord, nous constatons que le taux d'inflation et la taille du secteur financier ont un impact négatif et statistiquement significatif sur l'inclusion financière. Cela signifie que lorsque ces deux variables augmentent, le taux d'inclusion financière tend à diminuer. Autrement dit, une inflation élevée réduit la capacité des individus à épargner ou à faire confiance au système financier, tandis qu'un secteur financier trop concentré ou orienté vers une clientèle restreinte (comme les grandes entreprises) peut ne pas répondre aux besoins de la majorité de la population.

En revanche, le nombre d'agences bancaires et le nombre d'utilisateurs d'internet ont un effet positif et significatif. Cela implique que plus il y a d'agences bancaires accessibles et plus la population a accès à internet, plus l'accès aux services financiers augmente. Ces deux facteurs

favorisent donc l'inclusion financière en rendant les services plus disponibles, soit physiquement (par les agences), soit numériquement (via internet).

Concernant, le modèle 2, qui évalue spécifiquement l'effet du mobile money, révèle que le nombre d'utilisateurs du mobile money a un impact positif et hautement significatif sur l'inclusion financière. Autrement dit, plus les personnes utilisent le mobile money, plus elles sont intégrées dans le système financier formel. Cela confirme l'importance croissante de la technologie mobile comme vecteur d'inclusion financière en RDC.

#### 4.2. Tests de spécification des modèles

Tableau n°3 : Spécification des modèles

Tests	Modèles	Observations
Ramsey RESET	(1)	F(3, 5) = 0.59 Prob > F = 0.6451
	(2)	F(3, 9) = 12.77 Prob > F = 0.0014
Breusch pagan	(1)	chi2 (1) = 0.13 P-value = 0.7139
	(2)	chi2 (1) = 2.20 P-value = 0.3334
Shapiro–Wilk W	(1)	Prob > Z = 0.12444
	(2)	Prob > Z = 0.12444

Source : Les auteurs à l'aide du logiciel Stata 17.

A la lecture du tableau ci-dessus, on réalise que suite au test de Ramsey RESET du premier modèle dont la probabilité est supérieure au seuil de 5%, il n'y a aucun problème de spécification du modèle et les termes non-linéaires manquants ne sont pas un problème contrairement au deuxième modèle. Le test de Breusch pagan dont la probabilité est supérieure au seuil de 5% pour les deux modèles signifie qu'il n'y a aucun problème d'hétéroscédasticité et la variance des résidus est constante.

Et pour finir, le test de Shapiro-Wilk démontre que les résidus suivent une distribution normale et que l'hypothèse de normalité est vérifiée.

**Tableau 1. Indicateurs d'inclusion financière**

RUBRIQUES	2 009	2018	2 020	2022	2023	2024
Nombre de comptes ouverts auprès des Banques (a)	400 000	4 541 700	4 988 378	6 992 687	7 729 489	8 831 426
Nombre de comptes COOPEC & IMF (b)	500 000	1 962 341	2 618 786	2 978 898	3 752 466	4 465 435
Total (a+b)	900 000	6 504 041	7 607 164	9 971 585	11 481 955	13 296 861
Nombre de comptes ouverts auprès des EME (c)	2 500 000	21 484 055	31 237 592	33 718 168	46 888 749	52 365 468
- Nombre de comptes actifs EME (d)	225 000	5 866 141	8 879 138	10 312 899	15 910 301	17 176 795
Nombre de compte secteur financier (a+b+c)	3 400 000	27 988 096	38 844 756	43 689 753	58 370 704	65 662 329
Nombre de comptes secteur financier clients actifs (a+b+d)	1 125 000	12 370 182	16 486 302	20 284 484	27 392 256	30 473 656
Population totale	66412044	83 523 543	101 720 000	108 768 000	108 768 000	108 768 000
Population ≥ 15 ans (projection)	34 101 139	42 887 521	52 573 000	55 850 000	55 850 000	55 850 000
<b>A. Taux de bancarisation</b>						
sur population totale	1,4%	7,8%	7%	9%	11%	12%
sur population adulte (≥ 15 ans)	2,64%	15,17%	14%	18%	21%	24%
<b>B. Taux d'inclusion financière</b>						
sur population totale	2%	15%	16%	19%	25%	28%
sur population (≥ 15 ans)	3%	29%	31%	36%	49%	55%

Source : Auteurs sur base des informations reçues de la BCC

En effet, la RDC a connu une véritable révolution au cours de la dernière décennie en matière d'inclusion financière. En 2009, le pays comptait moins de 2 % des adultes détenant un compte dans une institution financière (banque, institution de microfinance ou établissement de monnaie électronique), l'un des taux les plus faibles de la planète. Ce taux représentait à peine 1 million de comptes pour une population adulte de plus de 50 millions à cette époque. Près de 15 ans le taux d'inclusion financière a été multiplié par plus de 25, passant à 55 %, ce qui représente près de 30 millions de personnes adultes détenant un compte actif.

Cette évolution s'explique en grande partie par l'entrée du numérique dans l'écosystème financier et tout particulièrement par des mutations structurelles enregistrées dans le secteur bancaire et de la microfinance. L'avènement des établissements de monnaie électronique, qui ont pris appui sur le vaste réseau des abonnés des opérateurs de téléphonie mobile, a permis de développer rapidement le nombre de comptes mobiles. En 2024, on comptait 52 millions d'ouverture de comptes mobiles contre 2,5 millions en 2009. Il faut rappeler qu'actuellement plus de 55% des adultes en RDC ont accès à un téléphone (de moins en moins coûteux), soit à peu près 45 millions de personnes (Juin 2021, ARPTC). L'accès facile à la téléphonie mobile dans le pays a facilité à moindre coût l'élargissement de l'accès aux services financiers pour des populations difficiles à atteindre, ainsi que pour les entreprises.

Ayant perçu des opportunités d'affaires et forts de ce grand potentiel, les EME ont poussé plusieurs agents économiques à la création de comptes mobiles et cela, à un rythme effréné. Cependant, certaines contraintes de taille, comme le faible niveau d'interopérabilité entre les EME, le manque de transparence dans le suivi des opérations ou transactions, le niveau relativement élevé des coûts des transactions, et les incompatibilités de business model numériques avec les institutions financières, n'ont pas favorisé l'éclosion d'un écosystème à même de rendre la monnaie électronique suffisamment attractive. Il faudra par ailleurs ajouter le manque de transparence au niveau de la tarification, les coûts de transaction qui sont très élevés, le nombre limité des marchands et les problèmes de liquidité des agents. Cela a eu pour conséquence un faible niveau d'activité de ces comptes mobiles ainsi qu'une faible diversification des opérations.

Suite aux résultats obtenus, nous pouvons affirmer que :

- (1) La première hypothèse énonçant que les déterminants au niveau macro seraient : la croissance économique, le taux d'inflation, la taille du secteur financier (bancaire et la

microfinance), le nombre d'agences bancaires et le nombre d'utilisateurs d'internet est confirmée.

(2) La deuxième hypothèse selon laquelle l'utilisation du mobile money a un effet significatif sur l'amélioration de l'inclusion financière en RDC, en augmentant le nombre de personnes ayant accès aux services financiers, est confirmée partiellement, étant donné que le taux de croissance économique n'a eu aucun lien significatif suite à nos analyses.

## 5. Discussions et implications des résultats

Concernant le taux de croissance économique non significatif, il est contraire aux résultats de Mose N. & Thomi J. (2021) dont l'étude avait démontré un impact positif et significatif. En ce qui concerne le taux d'inflation, les résultats vont dans la même direction que ceux de ces auteurs. En effet, le taux d'inflation a un impact négatif significatif, impliquant les affirmations de Li & al (2000), Banque mondiale (2008) cité par Mose N. Thomi J. (2021). Lorsqu'il est élevé, l'inflation constitue un frein à l'accès aux services financiers formels, impactant ainsi le taux d'inclusion financière. Pour ce qui est du taux de croissance économique en RDC, cela pourrait se justifier par le fait qu'il est fortement influencé par le secteur minier.

Étonnamment, le secteur financier a un impact négatif et significatif sur l'inclusion financière. Ceci rejoint les propos de Ozili K. P. (2021), qui stipule qu'un grand système financier peut promouvoir l'inclusion financière jusqu'à un certain point en raison des risques inhérents et des préoccupations selon lesquelles « trop de finance » pourrait entraver l'inclusion financière. Dans le cadre de la RDC, cette situation peut être justifiée par le fait que les crédits octroyés par les banques sont principalement fournis à quelques grandes entreprises évoluant principalement dans le secteur minier délaissant ainsi une majeure partie de la population (BCC, 2023).

Le nombre d'agences et le nombre d'utilisateurs d'internet impactent positivement et d'une manière significative le taux d'inclusion financière en RDC. En effet, la présence d'agences crée une certaine proximité entre les banques et les institutions de microfinance et leurs clients ; cela engendre la confiance et pousse les individus à recourir aux services financiers (Ozili K. P., 2021).

Et concernant le nombre d'utilisateurs d'internet, ils confirment l'étude de Sarma et Pais (2008), cité par par Mose N. & Thomi J. (2021), selon laquelle plus il y'a d'utilisateurs d'internet, plus il y'a augmentation d'utilisation des services financiers.

Le deuxième modèle économétrique démontre que le mobile money a un impact positif et significatif sur l'inclusion financière, Ceci est soutenu par les nombreux avantages énumérés par Perekwa, Prinsloo & Venter (2016) cité par Hlabeli & al (2020). Le mobile money est un alternatif aux banques traditionnelles. Ainsi, il peut jouer un rôle clé en Afrique, plus précisément en RDC sur l'inclusion financière.

## 6. Conclusion

Notre étude a eu comme thème : Inclusion financière en RDC : Facteur déterminant et apport du mobile money. Nous avons formulé deux questions principales de recherche qui sont :

- (1) Quels sont les déterminants du taux d'inclusion financière en RDC ?
- (2) Quel est l'incidence du mobile money sur l'inclusion financière en RDC ?

Suite à ces questions principales de recherche, nous avons émis les hypothèses suivantes :

(1) Les déterminants au niveau macro seraient : la croissance économique, le taux d'inflation, la taille du secteur financier (bancaire et microfinance), le nombre d'agences bancaires et le nombre d'utilisateurs d'internet.

(2) L'utilisation du mobile money aurait un effet significatif sur l'amélioration de l'inclusion financière en RDC, en augmentant le nombre de personnes ayant accès aux services financiers.

Grace a une approche quantitative, nous avons pu affirmer nos hypothèses, le taux d'inflation et le secteur financier ont un impact négatif et significatif tandis que le nombre d'agences bancaires et le nombre d'utilisateurs d'internet ont un impact positif et significatif, alors que le taux de croissance économique n'a eu aucun impact significatif. Concernant la deuxième hypothèse, le mobile money a un impact positif et significatif sur le taux d'inclusion financière en RDC.

Suite à nos résultats nous recommandons :

1. A la Banque Centrale du Congo, des politiques visant à réduire ou/et maîtriser l'inflation pour diminuer son impact sur l'inclusion financière.
2. Aux banques commerciales, de mettre en place des politiques inclusives pour octroyer plus de crédits aux ménages et PME ainsi que la création d'agences dans les milieux ruraux, mais aussi diriger les clients vers les services digitaux.
3. Au gouvernement, de digitaliser ses services et privilégier les paiements des services publics en ligne, favorisant l'utilisation d'internet et ainsi augmenter le nombre d'utilisateurs et par la même occasion, les personnes ayant recours aux services de mobile money.

La non prise en compte d'autres variables pouvant influencer l'inclusion financière en RDC représentent les limites de notre étude, d'autres chercheurs pourront explorer cette piste en rajoutant un plus dans la problématique de l'inclusion financière.

### **Bibliographie**

1. Baccour R., (2021), Promouvoir l'inclusion financière par le levier de la digitalisation des moyens de paiements.
2. Banque Mondiale (2016). Accès aux services financiers et inclusion financière.
3. Bold, C., et al. (2012). Inclusion sociale et inclusion financière.
4. Carbo et al (2005). L'exclusion financière : une analyse conceptuelle.
5. Chibba, M. (2009). Inclusion financière et réduction de la pauvreté.
6. Collins, D., et al. (2009). Microcrédit et accumulation de capital.
7. Dado, F., Degbedji, F. (2019). Services financiers mobiles, inclusion financière et croissance des dépôts bancaires dans l'UEMOA.
8. FMI (2023). Rapport sur l'inclusion financière en République Démocratique du Congo.
9. François Seck Fall, O., et Birba, O. (2019). Inclusion financière par le mobile-banking au Sénégal : Analyse des facteurs socio-économiques d'adoption
10. GSMA (2020). L'argent mobile en République démocratique du Congo : Étude de marché sur les besoins des clients et les opportunités dans le domaine des paiements et services financiers.
11. Hlabeli, Batloug; Tsibolane, Pitso; and Garbutt, Malcolm, "Mobile Money and Financial Inclusion for the Unbanked – A Choice Analysis" (2020). CONF-IRM 2020 Proceedings. 9.
12. Mose N. & Thomi J. (2021) The determinants of financial inclusion. Financial Internet Quarterly 17 (2), pp. 51-58.
13. Ozili K. P. (2021) Financial inclusion: globally important determinants. Financial Internet Quarterly 17 (4), pp. 1-11.
14. Njenga K. J. & Irungu N. E. (2024) Determinants of Financial Inclusion in Kenya: A Demand-Side Perspective, Asian Journal of Probability and Statistics, Volume 26, Issue 5, Page 19-29.

15. Rapport annuel de la Banque Centrale du Congo 2009-2022
16. Rapports d'activité de la microfinance 2009-2022
17. Rapports annuels de la supervision des intermédiaires financiers 2010-2018
18. Rapports d'observatoire du marché de la téléphonie mobile 2009-2022
19. Wuddasie Dereje Bekele (2023) Determinants of Financial Inclusion: A Comparative Study of Kenya and Ethiopia, *Journal of African Business*, 24:2, 301-319, DOI: 10.1080/15228916.2022.2078938